

## **Pierre Vermeren: «Depuis 40 ans, la France perd 150 emplois industriels par jour»**

*GRAND ENTRETIEN - Dans La France qui décline, Pierre Vermeren replace le mouvement des «gilets jaunes» dans le temps long. Selon l'historien, cette jacquerie serait la conséquence de l'abandon assumé des activités de production depuis 40 ans. Une désindustrialisation massive qui a abouti à la paupérisation de la majorité du territoire et des classes moyennes qui y vivent.*

**Votre dernier essai, *La France qui décline*, est sous-titré «une jacquerie au XXI<sup>e</sup> siècle». Cela nous renvoie aux prémices de la Révolution. La situation est comparable?**

En réalité, cette expression de jacquerie est commode. Elle est connue, et elle traduit l'impuissance des classes populaires à s'organiser politiquement pour exprimer leur colère, leur misère et leurs frustrations. La jacquerie est provoquée par un excès de taxation ou par une disette. En l'espèce, on voit bien que la taxe a été le moteur de la révolte, et que les plaintes récurrentes sur l'impossibilité de remplir le réfrigérateur jusqu'à la fin du mois ont à voir avec cette vieille tradition populaire.

L'autre point commun, c'est l'incapacité congénitale à s'organiser politiquement. Dès lors que tous les médiateurs (partis, syndicats, églises, médias écrits et audiovisuels) sont perçus comme étrangers, ou sont tout simplement inconnus de ces classes populaires désaffiliées, l'émeute, l'insurrection, l'occupation de lieux publics... sont les seuls moyens d'expression. Quand certains mouvements de gauche ou d'extrême gauche ont pris l'ascendant dans les marches du samedi dès janvier février, les manifestants du début se sont peu à peu retirés, étant souvent extérieurs à ces cultures politiques. Toutefois, l'explication par les jacqueries a ses limites, car nous ne sommes plus sous l'Ancien Régime. Tout le monde a le droit de vote, et la grande misère est allégée par une gigantesque machinerie de redistribution sociale.

**Vous expliquez que ce mouvement est le résultat de quarante ans de gâchis. Comment en est-on arrivé là?**

C'est une longue histoire qui remonte aux années 1970 et 1980. La France a changé son modèle social et économique. Elle n'a jamais été aussi riche (même si sa richesse relative par rapport aux Etats-Unis ou à l'Allemagne a régressé). Mais la richesse n'a jamais été si mal répartie. *Paris et le désert français* (1947) était plus une image qu'une réalité. Ce qui faisait la richesse et l'homogénéité relative de la France, c'était la puissance agricole et industrielle, assez bien répartie sur tout le territoire. L'Etat a compensé la faiblesse structurelle de l'Ouest en y investissant beaucoup et en y organisant la décentralisation industrielle dans les années 1960. Mais depuis quarante ans, tout a changé avec l'abandon progressif et assumé des activités de production.

La France est devenue le pays le plus tertiarisé d'Europe, son agriculture exporte moins que l'Allemagne et les petits Pays-Bas, et la production industrielle française est devenue la moitié de celle de l'Allemagne. Même l'Angleterre et l'Italie font mieux. L'abandon de tant d'activités productives a créé la «France périphérique», soit 90 % du territoire et 60 % des habitants, qui sont comme hors-jeu. La production de richesses, pour beaucoup tertiaires, s'effectue à plus de moitié dans une douzaine de métropoles: avec 5 % du territoire, un tiers de la population (les deux tiers des cadres, des classes aisées, des étudiants et des immigrés), elles produisent plus de la moitié du PIB.

**Est-ce la conséquence de l'inadaptation du gaullisme à la mondialisation ou au contraire du renoncement à celui-ci dans cette bataille?**

Le gaullisme a cessé d'exister après Pompidou, et avec lui le volontarisme industriel. Ses trois dernières manifestations sont le TGV, Airbus et l'industrie nucléaire, trois succès qui permettent à l'économie française de faire encore illusion. Mais l'avènement du libéralisme économique sous Valéry Giscard d'Estaing, puis son adoption par François Mitterrand et la gauche en 1983, puis par Jacques Chirac en 1986-1995, ont acté la fin de la politique industrielle. De sorte que la révolution internet a été ratée. Toutefois, les seules manifestations du libéralisme ont consisté à abandonner le Colbertisme industriel et financier, et à bouleverser tous les héritages culturels, religieux et anthropologiques de la France.

Pour le reste, la création d'une énorme économie sociale hors marché a fait de la France le pays le plus fiscalisé et le plus socialisé du monde, au prix d'un endettement exceptionnel en période de paix. Le gaullisme disparu, toutes les élites dirigeantes ont orchestré cette conversion. L'allocation du capital a été réaffectée dans les services aux entreprises, la finance, le luxe et les BTP. Malgré un haut retour sur investissements, il y a en parallèle un assèchement de la base productive, qui oblige les entreprises à investir à l'international, creusant les déficits jumeaux français.

**Vous montrez que la désindustrialisation est l'une des causes profondes du malaise français. Pourquoi?**

Depuis quarante ans, la France perd 150 emplois industriels par jour en moyenne, 365 jours par an, soit 2,5 millions d'emplois en moins. A cela s'ajoutent 1,5 million d'emplois agricoles détruits. Ces emplois d'ouvriers et de paysans ont été compensés par des emplois publics et par des emplois de services: des emplois de cadres, mais surtout des emplois peu qualifiés (grande distribution, Ehpad, livreurs...).

L'étrange stagnation du nombre d'emplois privés occupés en France sur la longue durée, autour de 16 ou 17 millions, explique la croissance ininterrompue du chômage depuis 1968. Il est passé de 0,4 million de personnes à 6,5 millions de chômeurs à temps plein ou partiel en 2018.

Le cas d'Alstom est dès lors très emblématique. La France s'est débarrassée de secteurs industriels entiers, à l'image de ses champions dans la sidérurgie, le textile, l'aluminium, les transports, l'électricité, le ciment etc., vendus pour des raisons financières à des groupes étrangers, qui ensuite les démantèlent ou les bradent selon leurs intérêts. Ils n'ont aucune raison de s'intéresser à notre société, à nos emplois, à la Picardie ou à la Franche-Comté, nous-mêmes nous en désintéressant.

**Vous reprenez aussi à votre compte l'analyse de Christophe Guilluy sur les fractures françaises. Lors des européennes, avons-nous assisté à l'affrontement entre la France des métropoles et la France périphérique?**

La France des métropoles n'est pas fâchée, car elle se porte bien et ne sait pas que la France périphérique existe ; elle n'est pas amenée à la fréquenter, mais à l'enjamber pour aller en vacances, au travail ou à l'étranger. La criminalisation dont cette dernière fait l'objet depuis les «gilets jaunes» ne va pas arranger son cas, puisque les «classes dangereuses» sont accusées de menées séditionnelles (c'est-à-dire fascistes).

Quant à la France périphérique, qui connaît bien la première pour la voir à la télévision et dans ses productions artistiques (séries, films, etc.), elle est très fâchée d'être sortie du jeu et exclue du système productif. Les centaines de milliards d'euros transférées annuellement

dans sa direction ne sont pas une réponse suffisante à l'existence. L'homme ne vit pas que de «pain et de cirque», mais de croyance. Mais en quoi peut croire cette France?

**En tant que Bordelais, vous avez assisté au processus de gentrification de la ville. Quelles en sont les conséquences?**

Bordeaux a été un point chaud des «gilets jaunes», ce qui a fait partir son maire. La préfecture est venue à bout des manifestations depuis peu en distribuant des amendes de 135 euros aux manifestants. Mais ce ne sont pas les Bordelais qui manifestent, ce sont les anciens Bordelais des classes populaires et moyennes qui travaillent toujours à Bordeaux (car il y faut bien des peintres, des coiffeurs et des infirmières), mais que la spéculation immobilière a chassés à des dizaines de kilomètres de la ville pour se loger décentement. Or, le prix du gazole et les entraves à la circulation dans Bordeaux ont gâché leur vie. Résultat, en dehors de sa métropole, la Gironde socialiste est devenue majoritairement RN.

**Le déclassement est-il vraiment une spécificité française? Toutes les classes moyennes occidentales sont en voie de paupérisation et en révolte, toutes les sociétés occidentales sont fragmentées...**

Ce n'est le cas ni en Allemagne, ni au Japon, ni en Suisse, ni en Suède, ni en Corée, ni aux Pays-Bas, bref, dans les pays qui ont conservé et modernisé l'essentiel de leur industrie. Ailleurs, le déclassement a frappé de plein fouet les classes moyennes et populaires du haut: Etats-Unis, France, Angleterre, Europe latine... Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que l'ouvrier français ou italien ne peut pas concurrencer l'ouvrier chinois, bengali ou roumain, dont les conditions de travail s'apparentent parfois au travail forcé.

Pour compenser cela, l'immigration a importé en France une main-d'œuvre plus ou moins corvéable à merci, qui accepte de loger dans des taudis, de travailler la nuit, de ne pas être déclarée, de vendre son corps au plus offrant, etc. La concurrence, manipulée par certains employeurs sans scrupule, est donc à la fois interne et externe: cela a produit sidération sociale et appauvrissement, avec les conséquences que l'on observe. Du coup, tout le monde a brandi la protection et les frontières pendant les européennes? Que va-t-il en sortir?

**Le score de Macron aux européennes apparaît presque comme une victoire. Cela peut-il éteindre la crise des «gilets jaunes»?**

Nul ne le sait, mais les conditions qui ont donné lieu à la révolte étant inchangées, elle risque de rebondir sous d'autres formes. Des réflexions sont conduites en ce sens, et les réseaux sociaux offrent une gamme très variée de possibilités. Pour le reste, la question porte sur les 30 % d'abstentionnistes de la présidentielle. Qui sont-ils et que voteront-ils? La France périphérique est majoritaire: versera-t-elle dans l'anomie et le retrait, ou s'unira-t-elle dans les urnes? Aux Etats-Unis, la mobilisation d'une fraction de la classe ouvrière en faveur des républicains de Trump a chamboulé le système politique. En France, ce ne sera pas le cas puisque les deux partis historiques dominants sont à terre. Tout est extrêmement incertain.

**Quelles réponses préconisez-vous?**

Parmi tant d'autres choses, il faut reconstruire une base productive digne d'une grande puissance, ce qui suppose un volontarisme industriel et technologique français et européen. Il faut reprendre la décentralisation, ce que le gouvernement a annoncé, en transférant un million d'emplois publics des métropoles vers les autres préfectures de France, ce qui redynamisera le tissu social et économique anémié de la France périphérique. Il faut sortir

de la spirale du déficit et de la dette qui étrangle les salariés publics et privés au profit de la sphère financière. C'est le travail d'une génération.

**SOURCE : *Le Figaro*, le 7 juin 2019.**